



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/84
28 février 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 93 d) de la liste préliminaire*

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : ÉLABORATION
D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA LUTTE CONTRE
LA DÉSERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR
LA SÉCHERESSE ET/OU LA DÉSERTIFICATION, EN PARTICULIER
EN AFRIQUE

Note du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 48/191 du 21 décembre 1993, l'Assemblée générale, ayant examiné la note du Secrétaire général concernant l'état d'avancement des négociations relatives à la Convention menées par le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (A/48/226 et Add.1), a invité instamment le Comité intergouvernemental de négociation à conclure les négociations d'ici à juin 1994, conformément à la résolution 47/188 du 22 décembre 1993.
2. L'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session un rapport sur l'application de la résolution.
3. Le Comité intergouvernemental de négociation a tenu sa troisième session au Siège de l'Organisation du 16 au 28 janvier 1994. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale en annexe à la présente note le rapport sur les travaux de cette session.

* A/49/50.

ANNEXE

Rapport du Comité intergouvernemental de négociation chargé
d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre
la désertification dans les pays gravement touchés par la
sécheresse et/ou la désertification, en particulier en
Afrique, sur les travaux de sa troisième session

I. INTRODUCTION

Ouverture et durée de la session

1. La troisième session du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, s'est tenue à New York du 17 au 28 janvier 1994. Cette réunion a été convoquée conformément au paragraphe 4 de la résolution 47/188 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992. À cette troisième session, le Comité a tenu trois séances (1re à 3e) les 17, 24 et 28 janvier 1994.

II. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Bureaux du Comité

2. Les bureaux du Comité et de ses groupes de travail, tels que le Comité les a élus à sa session d'organisation et à ses première et deuxième sessions, étaient composés comme suit :

Président : M. Bo Kjellén (Suède)

Vice-présidents : M. René Valéry Mongbe (Bénin)
M. T. P. Sreenivasan (Inde)
M. José Urrutia (Pérou)

Rapporteur : M. Nikita F. Glazovsky (Fédération de Russie)

Groupe de travail I

Président : M. Ahmed Djoghlaïf (Algérie)

Vice-Président : M. Erwin Ortíz Gandarillas (Bolivie)

Vice-Président
et Rapporteur : M. A. Ovchinnikov (Ouzbékistan)

Groupe de travail II

Président : Mme Anne De Lattre (France)

Vice-Président : M. Morad-Ali Ardeshiri (République islamique d'Iran)

Vice-Président
et Rapporteur : M. Frederick E. G. Mallya (République-Unie
de Tanzanie)

/...

B. Adoption de l'ordre du jour

3. À sa 1re séance, le 17 janvier, le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique.
3. Examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires :
 - a) Fonds spécial de contributions volontaires pour financer la participation des pays en développement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier les pays les moins avancés;
 - b) Fonds d'affectation spéciale pour le processus de négociation.
4. Adoption de l'ordre du jour provisoire de la quatrième session et organisation des travaux pour le stade final des négociations.
5. Adoption du rapport du Comité sur sa troisième session.

C. Participation

4. Les représentants des États ci-après ont participé à la session : Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Liechtenstein, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sao Tomé-et-Principe, Saint-Siège, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

5. Les bureaux et organes des Nations Unies ci-après étaient représentés : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), Haut Commissariat des Nations Unies pour

/...

les réfugiés (HCR), Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne.

6. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Banque mondiale, Organisation météorologique mondiale (OMM) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

7. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées : Banque africaine de développement, Agence de coopération culturelle et technique, Comité consultatif juridique afro-asiatique, Centre pour l'environnement et le développement de la région arabe et de l'Europe, Commission des communautés européennes, Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement, Institut international de recherche sur les cultures en zone tropicale semi-aride, Ligue des États arabes, Organisation de l'unité africaine, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation de la Conférence islamique, Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, Observatoire du Sahara et du Sahel, Communauté de développement de l'Afrique australe, Commission de la région sud-africaine pour la conservation et l'utilisation du sol.

8. Le Mouvement de libération nationale ci-après était représenté : Pan Africanist Congress of Azania.

9. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées : Africa Harvest Mission, Association des volontaires pour le développement, Australian Council for Overseas Aid, Both Ends, Centre de recherche et d'information pour le développement, Centre international de droit comparé de l'environnement, Comité Nacional Pro Defensa de la Fauna y Flora, Confédération des ONG d'environnement et de développement de l'Afrique centrale, Consejo Andino de Manejo Ecológico, Coordination in Development, Inc., Earthaction Network, Environment Liaison Centre International, Environment Policy and Society, Environnement et développement du tiers monde, Fondation paix et développement, Fundacao Esquel Brasil, Fundación Rio Parnaíba, Guamina, Foundation Haribon, INAFORM, Instituto de Pre-Historia, Antropología e Ecología, Interdisciplinary Center for Technological Analysis and Forecasting, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération internationale des producteurs agricoles, International Synergy Institute, Kenya Energy and Environment Organizations (KENGO), Kindernothilfe, Les Amis de la terre - Togo, Fédération luthérienne mondiale, Nigerian Environmental Study/Action Team, Proterra, Sahel Défis : développement, environnement, formation, insertion sociale, Service Extension and Action Research for Communities in the Hills (SEARCH-NEPAL), Solidarity Canada Sahel, Synergos Institute, Inc., Third World Network, Uganda Women Tree Planting Movement, Women's Environment and Development Organization, World Conservation Union et ZERO.

D. Documentation

10. Les documents dont le Comité était saisi à sa troisième session sont énumérés dans l'annexe I au présent rapport.

/...

III. ORGANISATION DES TRAVAUX

Accréditation des organisations non gouvernementales

11. À ses 1re et 2e séances, les 17 et 24 janvier, le Comité, ayant à l'esprit le paragraphe 19 de la résolution 47/188 de l'Assemblée générale et l'article 49 du règlement intérieur du Comité (A/AC.241/3), a décidé d'approuver l'accréditation des organisations non gouvernementales énumérées dans les documents A/AC.241/9/Add.4 et 5 (voir annexe II, décision 3/1).

IV. ÉLABORATION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR LA SÉCHERESSE ET/OU LA DÉSERTIFICATION, EN PARTICULIER EN AFRIQUE

A. Rapports des groupes de travail

1. Rapport du Groupe de travail I

12. À la 3e séance, le 28 janvier, le Vice-Président du Groupe de travail I, M. Ahmed Djoghlaïf (Algérie), a présenté le rapport du Groupe de travail I (A/AC.241/WG.I/L.2), tel qu'il avait été adopté.

13. À la même séance, le Comité a adopté le rapport du Groupe de travail I (voir annexe III, sect. 1).

2. Rapport du Groupe de travail II

14. À la 3e séance, le 28 janvier, la Présidente du Groupe de travail II, Mme Anne De Lattre (France), a présenté le rapport du Groupe de travail II (A/AC.241/WG.II/L.2), tel qu'il avait été adopté.

15. À la même séance, le Comité a adopté le rapport du Groupe de travail II (voir annexe III, sect. 2).

V. EXAMEN DE LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE LES FONDS EXTRABUDGÉTAIRES

16. À ses 2e et 3e séances, les 24 et 28 janvier, le Comité a examiné le point 3 de son ordre du jour intitulé "Examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires". Pour l'examen de ce point, le Comité était saisi d'une note du Secrétariat sur l'examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires (A/AC.241/16 et Add.1).

17. Le Secrétaire exécutif a fait une déclaration liminaire dans laquelle il a présenté l'état récapitulatif des contributions volontaires versées, d'une part, au Fonds spécial de contributions volontaires pour la participation des pays en développement et, d'autre part, au Fonds d'affectation spéciale pour les activités préparatoires. Il a remercié les pays et organisations internationales qui avaient répondu aux appels que le Comité leur avait lancés à sa deuxième session pour qu'ils fournissent des fonds supplémentaires. Il a souligné les difficultés que le Comité avait éprouvées à financer la

/...

participation aux travaux de sa troisième session. Il a également fait part de son inquiétude quant à la participation de pays en développement aux quatrième et cinquième sessions du Comité : il faudrait environ 800 000 dollars au Comité pour pouvoir continuer à financer aux conditions actuelles la participation à ses travaux d'un représentant pour chacun des quelque 70 pays touchés par la désertification et la sécheresse qui en ont fait la demande. Faute de pouvoir mobiliser le volume de fonds nécessaires en temps voulu, celui-ci se trouverait dans l'obligation de réduire l'assistance fournie probablement en la limitant aux pays les moins avancés. Certaines délégations ont fait des observations ou ont demandé un complément d'information sur l'utilisation des ressources dont le Secrétariat disposait.

18. Concluant le débat, le Président du Comité a engagé vivement les États Membres à verser des contributions adéquates aux fonds pour permettre au Secrétariat d'entreprendre les activités envisagées d'une façon efficace et dans les délais voulus.

VI. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA
QUATRIÈME SESSION ET ORGANISATION DES TRAVAUX
POUR LE STADE FINAL DES NÉGOCIATIONS

A. Adoption de l'ordre du jour provisoire de la quatrième session

19. À sa 3e séance, le 28 janvier, le Comité a décidé d'approuver le projet d'ordre du jour provisoire de sa quatrième session (voir annexe II, décision 3/2).

B. Travaux futurs du Comité

20. À sa 3e séance, le Comité a retenu les éléments ci-après pour ses travaux futurs tels qu'ils ont été envisagés par le Président :

a) Le Secrétariat devrait établir un texte de négociation révisé de la Convention (A/AC.241/15/Rev.1) dès que possible, sur la base des négociations tenues à la troisième session;

b) Le Secrétariat devrait établir un texte de négociation d'un instrument régional pour l'Afrique en s'inspirant des éléments contenus dans la note établie par le Secrétariat sur la structure et les éléments éventuels d'une Annexe d'application régionale pour l'Afrique (A/AC.241/17) et les observations formulées lors du débat au sein du Groupe de travail II. Il a été noté qu'à cette occasion certaines délégations avaient indiqué qu'elles formuleraient peut-être leurs observations par écrit et que les délégations qui le souhaitaient seraient tenues de présenter leurs observations dans les meilleurs délais;

c) Il était entendu que toutes les questions ayant trait aux instruments régionaux seraient examinés à la quatrième session;

d) La quatrième session devrait être organisée de manière à ce que les négociations puissent se terminer d'ici juin 1994, conformément à la résolution 48/191 de l'Assemblée générale.

/...

VII. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ SUR LES TRAVAUX
DE SA TROISIÈME SESSION

21. À sa 3e séance, le 28 janvier, le Comité a adopté le projet de rapport sur les travaux de sa troisième session publié sous la cote A/AC.241/L.16 et a autorisé le Rapporteur à le mettre définitivement au point en coopération avec le Président et le bureau en y incorporant le compte rendu des travaux des 2e et 3e séances.

ANNEXE I

Liste des documents dont le Comité était saisi
à sa troisième session

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/AC.241/9/Add.4 et 5	1	Liste des organisations non gouvernementales dont l'accréditation est recommandée
A/AC.241/14	1	Ordre du jour provisoire de la troisième session
A/AC.241/15 et Corr.1	2	Note du Secrétariat contenant un texte de négociation de la Convention
A/AC.241/16 et Add.1	3	Note du Secrétaire exécutif sur l'examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires
A/AC.241/17	2	Note du Secrétariat sur la structure et les éléments éventuels d'une Annexe d'application régionale pour l'Afrique
A/AC.241/L.15	2	Note du Secrétariat sur la définition des termes relatifs à la Convention
A/AC.241/L.16	5	Projet de rapport du Comité sur les travaux de sa troisième session
A/AC.241/WP.I/L.2	2	Projet de rapport du Groupe de travail I
A/AC.241/WG.II/L.2	2	Projet de rapport du Groupe de travail II
A/AC.241/WG.I/CRP.1 à 4	2	Texte de négociation révisé de la Convention
A/AC.241/WG.II/CRP.1 à 6	2	Texte de négociation révisé de la Convention

ANNEXE II

Décisions adoptées par le Comité à sa troisième session

Décision 3/1

Accréditation d'organisations non gouvernementales

À ses 1re et 2e séances, les 17 et 24 janvier 1994, le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, tenant compte du paragraphe 19 de la résolution 47/188 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992, et de l'article 49 du règlement intérieur du Comité (A/AC.241/3), a décidé d'approuver l'accréditation des organisations non gouvernementales suivantes :

Aide au Sahel
Association malienne pour le développement
Association malienne pour la promotion du Sahel
Association pour la promotion des Batwa
Both Ends
Centre for Our Common Future
Centre international de droit comparé de l'environnement
Christian Care
Club UNESCO féminin "La Colombe"
Collectif des organisations non gouvernementales actives en Côte d'Ivoire
Council of Swaziland Churches
Development Alternatives Network
Environment and Development Resource Centre
Environment Development Society
Environmental Policy and Society
European Environmental Bureau
Fédération des associations des parents d'élèves du Cameroun
Fédération des ONG au Togo
Fondation René Dumont
Fondation Paix et développement
Fundación Ambiente y Recursos
Fundación Habitat
Fundación Patagonia Natural
Gilma Youngsters
Groupe de recherche action pour la promotion économique et sociale
Institute of Development Studies
Instituto de Investigación de Zonas Deserticas de la Universidad Autonomas
de San Luís Potosí
Interdisciplinary Center for Technological Analysis and Forecasting
Fédération internationale des producteurs agricoles
Kindernothilfe
Laboratoire de géographie physique zonale
Lesotho Council of NGOs
Movimiento Ambientalista Nicaraguense

/...

Namibia Development Trust
National Spiritual Assembly of the Baha'is of Swaziland
Protection and Preservation of Nature and Environment in Albania
Rajasthan Pradesh Bharat Sevak Samaj
Sahel Solidarité
Secrétariat de concertation des ONG maliennes
Service Extension and Action Research for Communities in the Hills
(SEARCH-NEPAL)
Solidarité humaine
SOS Nature
Swaziland Farmer Development Foundation
Trust-Help
World Learning, Inc.
Yonge Nawe Environmental Action Group
Zambia Alliance of Women

Décision 3/2

Projet d'ordre du jour provisoire de la quatrième session
du Comité

À sa 3e séance, le 28 janvier 1994, le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, a adopté le projet d'ordre du jour suivant pour sa quatrième session :

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique.
3. Examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires :
 - a) Fonds spécial de contributions volontaires pour financer la participation des pays en développement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier les pays les moins avancés;
 - b) Fonds d'affectation spéciale pour le processus de négociation.
4. Adoption de l'ordre du jour provisoire de la cinquième session.
5. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quatrième session.

Annexe III

1. Rapport du Groupe de travail I

A. Organisation des travaux

1. À sa 1re séance plénière, le 17 janvier, le Comité intergouvernemental de négociation, conformément à sa décision 2/1 du 13 septembre 1993 (voir A/48/226/Add.1, appendice II), a renvoyé aux groupes de travail le point 2 de son ordre du jour, intitulé "Élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique". Le Groupe de travail I serait chargé d'élaborer les dispositions relatives au préambule, aux principes et objectifs, aux engagements, aux programmes d'action nationaux et régionaux, au renforcement des capacités, à l'éducation et à la sensibilisation du public, ainsi qu'aux ressources et mécanismes financiers.

2. À la 1re séance du Groupe de travail I, le 17 janvier, le Président par intérim (Bénin) a fait une déclaration liminaire.

3. À la même séance, le Groupe de travail a approuvé son programme de travail du 17 au 28 janvier 1994. Il a tenu 16 séances pendant cette période.

4. Le Groupe de travail I était saisi, pour l'examen de la question, d'une note du Secrétariat intitulée "Texte de négociation de la Convention" (A/AC.241/15 et Corr.1), établi sur la base du document contenant l'état récapitulatif des vues, déclarations et propositions rédactionnelles des gouvernements (A/AC.241/12), contenant des communications écrites de gouvernements et compte tenu des déclarations faites à la deuxième session du Comité.

B. Examen des questions

1. Préambule

Première lecture (A/AC.241/15)

5. Le Groupe de travail I a examiné la question à ses 1re et 2e séances, les 17 et 18 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 50 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.I/CRP.1)

6. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à ses 10e et 11e séances, les 24 et 25 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Première révision du préambule et des articles 2 et 3" (A/AC.241/WG.I/CRP.1), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations résultant de l'examen de la question en première lecture.

/...

7. Des déclarations ont été faites par les représentants de 42 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

8. Un observateur a fait une déclaration.

2. Objectifs

Première lecture (A/AC.241/15)

9. Le Groupe de travail I a examiné la question à sa 3e séance, le 18 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 31 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.I/CRP.1)

10. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 11e séance, le 25 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Première révision du préambule et des articles 2 et 3" (A/AC.241/WG.I/CRP.1), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations résultant de l'examen de la question en première lecture.

11. Des déclarations ont été faites par les représentants de 28 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

12. Un observateur a fait une déclaration.

3. Principes

Première lecture (A/AC.241/15)

13. Le Groupe de travail I a examiné la question à sa 3e séance, le 18 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 20 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.I/CRP.1)

14. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à ses 11e et 13e séances, les 25 et 26 janvier. Il était saisi du document intitulé "Première révision du préambule et des articles 2 et 3" (A/AC.241/WG.I/CRP.1), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations résultant de l'examen de la question en première lecture.

15. Des déclarations ont été faites par les représentants de huit États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

4. Engagements

Première lecture (A/AC.241/15)

16. Le Groupe de travail I a examiné la question à sa 3e séance, le 18 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 45 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.I/CRP.2)

17. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 12e séance, le 25 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Première révision du titre II, dispositions générales" (A/AC.241/WG.I/CRP.2), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations résultant de l'examen de la question en première lecture.

18. Des déclarations ont été faites par les représentants de 44 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains, un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne, un autre au nom du Groupe des 77 et la Chine et un autre au nom de certains États d'Europe orientale et d'Asie centrale.

19. Des déclarations ont été faites par les observateurs de deux organisations non gouvernementales.

5. Programmes d'action nationaux et régionaux

Première lecture (A/AC.241/15)

20. Le Groupe de travail I a examiné la question à ses 5e à 8e séances, du 19 au 21 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 55 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

21. Des déclarations ont été faites par les représentants de deux institutions spécialisées des Nations Unies et de deux organisations non gouvernementales.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.I/CRP.3)

22. Le Groupe de travail a également examiné la question à ses 13e, 14e et 16e séances, les 26 et 27 janvier. Il était saisi du document intitulé "Première révision du titre II, dispositions générales" (A/AC.241/WG.I/CRP.3), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations résultant de l'examen de la question en première lecture.

23. Des déclarations ont été faites par des représentants de 40 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

24. Un observateur a fait une déclaration. Des déclarations ont été également faites par l'observateur d'une organisation intergouvernementale et un observateur d'une organisation non gouvernementale.

6. Renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public

Première lecture (A/AC.241/15)

25. Le Groupe de travail I a examiné ces questions à sa 8e séance tenue le 21 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 26 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

26. Des déclarations ont été faites par les observateurs de deux organisations non gouvernementales.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.I/CRP.4)

27. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 15e séance, le 27 janvier. Il était saisi du document intitulé "Renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public" (A/AC.241/WG.I/CRP.4), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations résultant de l'examen de la question.

28. Des déclarations ont été faites par les représentants de 34 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

29. Un observateur a fait une déclaration.

7. Ressources et mécanismes financiers

Première lecture (A/AC.241/15)

30. Le Groupe de travail a examiné la question à ses 9e et 10e séances, les 21 et 24 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 33 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.I/CRP.4)

31. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 16e séance, le 27 janvier. Il était saisi du document sur les ressources et mécanismes financiers (A/AC.241/WG.I/CRP.4), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations résultant de l'examen de la question en première lecture.

32. Des déclarations ont été faites par les représentants de 7 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

33. Un observateur d'une organisation non gouvernementale a fait une déclaration.

/...

C. Adoption du rapport

34. À la 16e séance, tenue le 27 janvier, le Vice-Président/Rapporteur, M. A. Ovchinnikov, a présenté le projet de rapport (A/AC.241/WG.I/L.2).

35. À la même séance, le Groupe de travail a adopté le projet de rapport.

2. Rapport du Groupe de travail II

A. Organisation des travaux

1. À sa 1re séance plénière, le 17 janvier, le Comité intergouvernemental de négociation, conformément à sa décision 2/1 du 13 septembre 1993 (voir A/48/226/Add.1, appendice II), a renvoyé aux groupes de travail le point 2 de son ordre du jour intitulé "Élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique". Le Groupe de travail II serait chargé d'élaborer des dispositions telles que les définitions, les aspects institutionnels, administratifs, technologiques et scientifiques, la recherche, la collecte de données et l'échange d'informations, les arrangements de procédure et autres dispositions juridiques, notamment les instruments relatifs à la convention.

2. À la 1re séance du Groupe de travail II, le 17 janvier, le Président a fait une déclaration liminaire.

3. À la même séance, le Groupe de travail a approuvé son programme de travail pour la période du 17 au 28 janvier 1994. Il a tenu 18 séances durant cette période.

4. Le Groupe de travail II était saisi, pour l'examen de la question, d'une note du Secrétariat intitulée "Texte de négociation de la Convention" (A/AC.241/15 et Corr.1) établie sur la base de l'état récapitulatif des vues, déclarations et propositions des gouvernements (A/AC.241/12), des communications écrites reçues des gouvernements et des déclarations faites au cours de la deuxième session de fond du Comité.

B. Examen des questions

1. Définitions

Première lecture (A/AC.241/15, art. 1)

5. Un groupe de travail officieux a été chargé d'examiner les définitions des termes techniques. Il a été décidé que les conclusions en seraient examinées à la quatrième session.

6. Le Groupe de travail II a examiné la question à ses 1re et 2e séances, les 17 et 18 janvier. Il était saisi d'une note du Secrétariat sur la définition des termes ayant trait à la Convention (A/AC.241/L.15 et Corr.1).

7. Des déclarations ont été faites par les représentants de 38 États, dont l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

8. À la 1re séance, des déclarations ont été faites par les représentants d'une institution spécialisée des Nations Unies et d'une organisation intergouvernementale.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.II/CRP.1)

9. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 11e séance, le 25 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Définitions" (A/AC.241/WG.II/CRP.1), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations qui ont eu lieu lors de l'examen de la question en première lecture.

10. Des déclarations ont été faites par les représentants de 27 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

2. Transfert de technologie et coopération

Première lecture (A/AC.241/15, art. 20)

11. Le Groupe de travail II a examiné la question à sa 2e séance, le 18 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 21 États, dont l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne et un autre au nom du Groupe des États africains.

12. À la même séance, une déclaration a été faite par le représentant d'une organisation intergouvernementale.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.II/CRP.2)

13. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 12e séance, le 25 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Transfert, acquisition et mise au point de technologie" (A/AC.241/WG.II/CRP.2), établi par le Secrétariat sur la base du débat qui a eu lieu lors de l'examen de la question en première lecture.

14. Des déclarations ont été faites par les représentants de 29 États, dont l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

3. Recherche-développement

Première lecture (A/AC.241/15, art. 19)

15. Le Groupe de travail a examiné la question à sa 3e séance, le 18 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 31 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

16. À la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants d'une institution spécialisée des Nations Unies et d'une organisation intergouvernementale.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.II/CRP.3)

17. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 13e séance, le 25 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Recherche-développement" (A/AC.241/WG.II/CRP.3), établi par le Secrétariat sur la base du débat qui a eu lieu lors de l'examen de la question en première lecture.

18. Des déclarations ont été faites par les représentants de 27 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

4. Rassemblement, analyse et échange de renseignements

Première lecture (A/AC.241/15, art. 18)

19. Le Groupe de travail II a examiné la question à sa 4e séance, le 19 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 27 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

20. Une déclaration a également été faite par le représentant d'une institution spécialisée des Nations Unies.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.II/CRP.4)

21. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à ses 13e et 16e séances, les 25 et 26 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Rassemblement, analyse et échange de renseignements" (A/AC.241/WG.II/CRP.4), établi par le Secrétariat sur la base du débat qui avait eu lieu lors de l'examen de la question en première lecture.

22. Des déclarations ont été faites par les représentants de 25 États, dont l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

5. Institutions

Première lecture (A/AC.241/15, art. 24 à 27)

23. Le Groupe de travail a examiné la question de sa 5e à sa 8e séance, des 19 au 21 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 50 États, dont l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

24. Aux 7e et 8e séances, des déclarations ont été faites par les représentants de deux institutions spécialisées des Nations Unies. À la 8e séance, une déclaration a également été faite par le représentant d'une organisation intergouvernementale.

/...

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.II/CRP.5)

25. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à ses 16e à 18e séances, les 26 et 27 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Institutions" (A/AC.241/WG.II/CRP.5), établi par le Secrétariat sur la base du débat qui avait eu lieu lors de l'examen de la question en première lecture.

26. Des déclarations ont été faites par les représentants de 32 États, l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

6. Arrangements de procédure

Première lecture (A/AC.241/15, art. 28 à 35)

27. Le Groupe de travail II a examiné la question à ses 9e et 10e séances, les 21 et 24 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de 25 États, y compris l'un parlant au nom du Groupe des États africains et un autre au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.II/CRP.6)

28. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question à sa 18e séance, le 27 janvier. Il était saisi d'un document intitulé "Arrangements de procédure et clauses finales" (A/AC.241/WG.II/CRP.6), établi par le Secrétariat sur la base des délibérations qui ont eu lieu lors de l'examen en première lecture des questions relatives aux arrangements de procédure et aux clauses finales.

29. Des déclarations ont été faites par les représentants de 17 États, l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

7. Clauses finales

Première lecture (A/AC.241/15, art. 36 à 42)

30. Le Groupe de travail II a examiné la question à ses 10e et 11e séances, les 24 et 25 janvier. Des déclarations ont été faites par les représentants de huit États, dont l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

Deuxième lecture (A/AC.241/WG.II/CRP.6)

31. Le Secrétariat a établi sur la base des débats consacrés à la question un document intitulé "Arrangements de procédure et causes finales" (A/AC.241/WG.II/CRP.6) incorporant les propositions de révision des articles 36 à 42 à l'issue de la première lecture.

8. Instrument régional pour l'Afrique

32. Le Groupe de travail a examiné la question à ses 14e et 15 séances, le 26 janvier, et était saisi d'une note du Secrétariat sur une structure et sur les éléments éventuels d'une annexe d'application régionale pour l'Afrique (A/AC.241/17).

33. À sa 14e séance, le 26 janvier, le Secrétaire exécutif du Comité a fait une déclaration liminaire.

34. Des déclarations ont été faites par les représentants de 37 États, dont l'un parlant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

35. Le document présenté par le secrétariat sur l'instrument régional pour l'Afrique a suscité un débat et des échanges de vues. Les représentants ont remercié le Secrétariat pour la qualité du travail accompli; ils ont toutefois estimé que l'instrument devait être mieux ciblé et revêtir un caractère régional marqué et être souple. Ils ont reconnu la complexité des aspects juridiques liés aux instruments régionaux et la nécessité de continuer à donner la priorité à l'Afrique. Les représentants ont estimé que tel qu'il avait été présenté par le secrétariat, le document en question pourrait servir de base à tous les instruments régionaux.

36. Le secrétariat du Comité a été prié d'établir en prévision de la quatrième session une première version d'un texte de synthèse de l'instrument régional pour l'Afrique qui tienne compte du document officiel consacré à une Annexe d'application pour l'Afrique établi par l'Organisation de l'unité africaine et des observations et propositions faites par les représentants lors de l'examen de la question à la troisième session.

37. Le Groupe de travail a conclu qu'il serait également possible de déterminer les éléments susceptibles d'être incorporés dans d'autres instruments régionaux.

C. Adoption du rapport

38. À sa 18e séance, le 27 janvier, le Vice-Président et Rapporteur, M. Frederick E. G. Mallya, a présenté le projet de rapport (A/AC.241/WG.II/L.2).

39. À la même séance, le Groupe de travail a adopté le projet de rapport tel qu'il avait été révisé et modifié.
